

sentare entro il settembre 1997 una nuova strategia per il traffico merci con obiettivi concreti per gli anni 1998 a 2000 e di adottare al più presto gli opportuni provvedimenti relativi all'organizzazione e al personale.

3. Questioni relative alle tariffe insufficienti a coprire i costi  
Date le condizioni di concorrenza sopra descritte, il traffico di transito è dominato da una dura battaglia dei prezzi. Inoltre, nel traffico transalpino, le ferrovie svizzere si trovano a competere con quelle austriache e francesi. In presenza di una politica delle imprese ferroviarie basata su tariffe basse e su obiettivi meramente quantitativi si devono prevedere reazioni della concorrenza che difficilmente permetterebbero un'espansione della presenza sul mercato. Le esperienze di riduzione dei prezzi fatte con il corridoio huckepack hanno mostrato che un abbassamento del 10 per cento delle tariffe ha recato un aumento del 20 per cento del traffico, accompagnato però da un peggioramento sul lato dei profitti. Gli aumenti tariffali, invece, sono accompagnati da perdite in termini quantitativi (traffico di aggiramento attraverso i paesi limitrofi) senza però un miglioramento degli utili. Un significativo miglioramento della situazione è immaginabile al momento solo applicando le misure menzionate nell'introduzione (condizioni generali) e alla cifra 2.

*Erklärung des Interpellanten: befriedigt*  
*Déclaration de l'interpellateur: satisfait*

97.3105

## **Interpellation Langenberger Frauenvertretung in Expertenkommissionen**

### **Interpellation Langenberger Repräsentation des femmes dans des commissions d'experts**

*Wortlaut der Interpellation vom 17. März 1997*

Zum Problem der Untervertretung der Frauen in Expertenkommissionen gab es schon zahlreiche Stellungnahmen. Als Antwort auf weitere parlamentarische Vorstösse haben Bundespräsident Koller und Bundesrat Ogi näher dargelegt, wie die eben von ihnen eingesetzten Kommissionen gebildet wurden. Ich könnte mich damit zufriedengeben, vor allem als rechtsstehende Frau, welche die Quoten-Initiative nicht mitunterzeichnet hat.

Es bleiben jedoch einige Unklarheiten bestehen, die beseitigt werden sollten. Mit anderen Worten: Die abgegebenen Erklärungen überzeugen uns nicht.

Deshalb fordere ich, dass neue Anstrengungen unternommen werden, um für eine gerechtere Vertretung der Frauen in Kommissionen zu sorgen. Dies stünde mit der vom Bundesrat beschlossenen ausgewogenen Geschlechtervertretung im Einklang, wäre aber insbesondere deshalb erstrebenswert, weil es fähige Frauen gibt, die dazu beitragen können, dass ein Problem aus einem anderen, ergänzenden Blickwinkel angegangen wird, was letztendlich für eine globale Betrachtungsweise unerlässlich ist.

*Texte de l'interpellation du 17 mars 1997*

Le problème de la sous-représentation des femmes lors de la constitution de commissions d'experts a déjà suscité de nombreuses prises de position. A la suite d'une nouvelle interpellation de parlementaires, M. Koller, président de la Confédération, et M. Ogi, conseiller fédéral, nous ont apporté quelques précisions concernant la formation des commissions qu'ils venaient de mandater. Je pourrais m'en contenter, surtout en tant que femme de droite qui n'a pas signé l'initiative populaire relative aux quotas.

Mais il persiste quelques petites ombres au tableau qui méritent d'être dissipées. En d'autres termes, vos explications ne nous convainquent pas.

Je demande dès lors qu'un nouvel effort soit fait, afin de permettre une représentation équitable des femmes dans les commissions, par respect des quotas décidés par le Conseil fédéral, certes, mais surtout en raison de l'existence de femmes capables d'apporter un éclairage spécifique, complémentaire et indispensable à une vision globale d'un problème.

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Bangerter, Blaser, Christen, Comby, Ducrot, Dupraz, Epiney, Gadiant, Grossenbacher, Heberlein, Lachat, Lauper, Leuba, Nabholz, Pelli, Philipona, Pidoux, Randegger, Sandoz Marcel, Simon, Suter, Tschopp, Vermot, Vogel, Wittenwiler (25)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Je me permets de reprendre deux exemples récents, afin d'illustrer mes propos:

Dans sa réponse à l'insuffisance de présence féminine dans la commission d'étude pour les questions stratégiques, présidée par M. Brunner Edouard, M. Ogi, conseiller fédéral, estime ne pas pouvoir se priver des hommes choisis pour offrir neuf sièges supplémentaires à des femmes, «im letzteren Fall würde sie 50 Mitglieder umfassen und damit den Titel 'Mammut-Strategiekommission' wohl verdienen».

Aux yeux des femmes de ce pays qui s'engagent pour les questions de sécurité, qui réfléchissent de longue date à l'élargissement de ce concept, être ainsi écartées délibérément d'une réflexion de fond importante pour l'aiguillage de notre politique future en la matière est une manière d'agir incompréhensible.

Encore une fois, pour moi ce n'est pas seulement une question de quotas, mais d'application élémentaire de nos règles démocratiques et de la reconnaissance des capacités de co-gestion des femmes dans les affaires publiques.

M. Koller, président de la Confédération, pourtant garant du respect de la réglementation sur les quotas, évoque, dans le cadre de la constitution d'une petite commission d'experts en matière de politique de migration, la nécessité de pouvoir disposer d'experts «und vor allem Fachleute aus der kantonalen und der Bundesverwaltung, die sich aufgrund ihrer Funktion mit der Ausländer-, Asyl- und Arbeitspolitik befassen, zu ernennen».

C'est l'exemple type du chat qui, en même temps, veut se mordre la queue et y échapper: on instaure des quotas, mais on ne les applique pas, sous prétexte que l'on ne trouve pas de femmes qui ont réussi à s'imposer dans la hiérarchie de l'administration. Or, les quotas servent précisément à pallier ce déficit, quitte à s'adresser aux instances spécialisées que sont les «bureaux de l'égalité», parfaitement à même de dénicher les femmes compétentes en la matière. Si l'on prend l'exemple de l'asile, on ne saurait dénier aux femmes d'être particulièrement qualifiées et expérimentées dans les questions de migration, mais évidemment en dehors du sérial.

En fait, on continue à ignorer les difficultés que rencontrent les femmes à accéder à des postes à responsabilités. Vous donnez, par là même, raison à toutes les personnes qui estiment que les femmes n'arriveront pas à se faire entendre sans l'instauration systématique de quotas.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 7. Mai 1997*

*Rapport écrit du Conseil fédéral du 7 mai 1997*

Les articles 8ss. de l'ordonnance du 3 juin 1996 sur les commissions prévoient que les membres des commissions extraparlimentaires seront choisis avant tout en fonction de leurs compétences professionnelles, de leur aptitude à travailler en groupe et de leur disponibilité, mais aussi que les groupes d'intérêt, les deux sexes, les langues, les régions et les groupes d'âge devront être représentés équitablement au sein de ces commissions. L'article 10, intitulé «Représentation des sexes», dispose enfin que la représentation de l'un ou de l'autre sexe ne pourra être inférieure à 30 pour cent.

Nous avons montré dans notre réponse à la question ordinaire Bühlmann (97.1008) que, après avoir renouvelé – pour la période administrative allant de 1997 à 2000 – la composition de la totalité des commissions de recours, des commissions consultatives, des commissions des autorités, des organes de direction des entreprises et des établissements de la Confédération, mais aussi désigné les représentants de cette dernière au sein d'organismes de tiers, autrement dit après avoir nommé toutes les personnes qui composent les 195 organismes tombant sous le coup de l'ordonnance du 3 juin 1996, il apparaissait que 27,7 pour cent des personnes nommées par nous étaient des femmes. Il s'ensuit que nous avons en moyenne pratiquement atteint l'objectif de 30 pour cent fixé par l'article 10, la proportion de femmes atteignant même 28,1 pour cent dans l'ensemble formé par les commissions de recours, les commissions consultatives et les commissions des autorités.

De 8 pour cent pour la période administrative allant de 1989 à 1992, la proportion de femmes est donc passée à 16 pour cent pour la période allant de 1993 à 1997, puis à quelque 28 pour cent pour la période actuelle. Cette nouvelle progression nous incite à persévérer dans la voie de la représentation paritaire des deux sexes au sein des commissions extraparlimentaires. Les départements ont, d'ores et déjà dans notre réponse à la question ordinaire Bühlmann précitée, reçu la consigne de donner la priorité aux candidatures féminines au cas où des postes seraient à pourvoir lors de la période administrative en cours; nous leur avons demandé en outre de faire alors appel aux services du Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes ou d'organismes analogues.

Dans le cas précis de la Commission d'experts en matière de politique de migrations, nous avons répondu, le 23 septembre 1996, à Mme Bühlmann (question 96.5125, posée dans le cadre de l'heure des questions, BO 1996 N 1465) que notre marge de manoeuvre était grandement limitée pour ce qui était de la nomination des huit membres représentant la Confédération et les cantons – ces personnes étant par définition issues des offices et des services chargés des questions migratoires –, mais que, par contre, sur les cinq autres représentant les milieux externes à l'administration, nous avons nommé deux femmes.

*Erklärung der Interpellantin: teilweise befriedigt*  
*Déclaration de l'interpellatrice: partiellement satisfaite*

97.3156

**Interpellation Grossenbacher**  
**Aufarbeitung der Vergangenheit.**  
**Information der Öffentlichkeit**  
**Interpellation Grossenbacher**  
**Recherches sur le passé.**  
**Information du public**

*Wortlaut der Interpellation vom 20. März 1997*

1. Teilt der Bundesrat die Meinung, dass die Information der Öffentlichkeit im In- und Ausland über die Aufarbeitung der Vergangenheit durch die Expertenkommission Bergier nicht dem Zufall überlassen werden darf, sondern gezielt und professionell zu erfolgen hat?
2. Teilt der Bundesrat die Meinung, dass es dazu eines umfassenden Informationskonzeptes bedarf?
3. Ist der Bundesrat bereit, die Ausarbeitung eines solchen Informationskonzeptes rasch an die Hand zu nehmen?
4. Ist der Bundesrat bereit, gestützt auf dieses Informationskonzept eine Fachgruppe für Öffentlichkeitsarbeit einzusetzen, die die neuen Erkenntnisse und Zwischenergebnisse der Expertenkommission laufend und umfassend und in ei-

ner verständlichen Sprache der interessierten Öffentlichkeit im In- und Ausland vorstellt?

5. Beabsichtigt der Bundesrat, den Schlussbericht der Expertenkommission Bergier so aufarbeiten zu lassen, dass die Ergebnisse in den Geschichtsunterricht einfließen können?

*Texte de l'interpellation du 20 mars 1997*

1. Le Conseil fédéral est-il d'avis que l'information du public dans le pays et à l'étranger sur les travaux de recherche de la commission Bergier ne doit rien laisser au hasard et qu'il y aura lieu par conséquent de pratiquer une information ciblée avec le professionnalisme qui s'impose?
2. Est-il également d'avis que cet objectif implique la mise sur pied d'un concept global en matière d'information?
3. Est-il prêt à entreprendre rapidement l'élaboration d'un tel concept?
4. Se fondant sur ce concept d'information, le Conseil fédéral est-il prêt à mettre sur pied une cellule spéciale chargée des relations publiques qui informerait régulièrement de manière complète et compréhensible le public suisse et étranger des dernières découvertes et des résultats provisoires obtenus par la commission Bergier?
5. Envisage-t-il de faire rédiger le rapport final de la commission Bergier de sorte que les résultats de ce rapport puissent être intégrés dans les cours d'histoire?

*Mitunterzeichner – Cosignataires:* Baumberger, Bezzola, Bircher, Bühlmann, Chiffelle, Cologger, Deiss, Dormann, Ducrot, Eberhard, Engler, Epiney, Filliez, Fritschi, Gadiant, Gysin Remo, Haering Binder, Hafner Ursula, Hollenstein, Imhof, Kofmel, Kühne, Langenberger, Leu, Loeb, Loretan Otto, Lötscher, Nabholz, Raggenbass, Randegger, Rechsteiner Paul, Schmid Odilo, Simon, Stump, Suter, Tschopp, Tschäppät, von Felten, Widrig, Zapfl (40)

*Schriftliche Begründung – Développement par écrit*

Am 13. Dezember 1996 beschlossen die eidgenössischen Räte, eine unabhängige Expertenkommission einzusetzen, mit dem Auftrag, das Schicksal der während des Nationalsozialismus in die Schweiz gelangten Vermögenswerte zu untersuchen. Diese Historikerkommission, mit Experten aus dem In- und Ausland und unter der Leitung von Professor Bergier, hat bekanntlich ihre Arbeit bereits aufgenommen. Mit grossem Interesse wartet man auf Informationen aus dieser Kommission. Diese Informationen dürfen nicht dem Zufall überlassen werden. Unser Land hat ein Anrecht darauf, die Expertenkommission auf dem eingeleiteten Weg der Wahrheitsfindung zu begleiten. Auch das Ausland muss kompetent informiert werden. Zudem müssen die nachkommenden Generationen Einblick in diesen Zeitabschnitt unserer Geschichte haben.

In unserem Land überlässt man wichtige und brisante Informationen zu oft dem Zufall, wie Beispiele aus der Vergangenheit oder der unmittelbaren Gegenwart zeigen. Ich erinnere an die Ankündigung der Stiftung für Solidarität, wo zwar nicht ungenügend, aber nicht genügend professionell informiert wurde, was zu einigen Unklarheiten im In- und Ausland geführt und für negative Schlagzeilen gesorgt hat. Mit einem professionellen Vorgehen hätte man dies vermeiden können. Ich denke aber auch an Berichte aus der Vergangenheit, die vom Volk nicht aufgenommen und zum Teil an den Schulbüchern vorbeigegangen sind, wie z. B. den Bericht Ludwig über unsere Flüchtlingspolitik während des Zweiten Weltkrieges. Berichte müssen nicht nur erarbeitet und verfasst, sondern auch vom Volk wahrgenommen und verstanden werden.

*Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates vom 28. Mai 1997*

*Rapport écrit du Conseil fédéral du 28 mai 1997*

Der Bundesrat ist wie die Interpellantin der Ansicht, dass der Information der Öffentlichkeit über Sinn und Zweck der Expertenkommission Bergier, aber vor allem der Vermittlung und Bekanntmachung der Resultate der Arbeiten dieser Kommission in Form von Berichten eine wichtige Bedeutung

## **Interpellation Langenberger Frauenvertretung in Expertenkommissionen**

## **Interpellation Langenberger Représentation des femmes dans des commissions d'experts**

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1997
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	16
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	97.3105
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	20.06.1997 - 08:00
Date	
Data	
Seite	1529-1530
Page	
Pagina	
Ref. No	20 042 365

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.